

# Migration: Ce que prépare Maâzouz

- Une stratégie pour limiter la fuite des cerveaux
- Et offrir des alternatives à la diaspora
- Maîtriser l'informel pour faire entrer des devises

**A**PRÈS les Etats-Unis et la France, c'est au tour du Maroc d'abriter la Conférence internationale pour la migration et le développement. Cet évènement, qui se tient pour la première fois dans un pays du Sud et ce du 16 au 19 mai, a réuni des décideurs politiques de différents pays pour échanger les expériences en matière de migration. D'emblée, le ministre chargé des MRE, a rappelé la politique menée par le Maroc pour protéger sa diaspora. «Il a fallu développer des mécanismes pour que nos MRE préservent leurs droits les plus légitimes», a souligné Abdellatif Maâzouz. Parmi ces dispositifs, un programme d'appui juridique et d'assistance administrative a été défini. Celui-ci a permis au gouvernement marocain d'intervenir,

en cas de dysfonctionnements, auprès des autorités des pays d'accueil pour les inciter à rectifier les lois pouvant porter atteinte aux droits des MRE. Le ministre n'a pas manqué d'ailleurs de rappeler que son équipe a intervenu lorsque le gouvernement hollandais a décidé de réduire de 40% les pensions familiales des retraités qui ont quitté ce territoire. Même si les responsables de ce pays semblent faire la sourde oreille, le département de Maâzouz

Par ailleurs, même si la question du maintien de Maâzouz à la tête du département chargé des MRE est encore en suspens après que son parti, l'Istiqlal, a décidé de quitter le gouvernement, le ministre élabore actuellement une stratégie à l'horizon 2030. Celle-ci vise à mieux accompagner les MRE pour relever les défis auxquels ils sont confrontés.

Concrètement, la stratégie devra apporter des réponses à la problématique

le ministère des MRE avait mis en place un site web informant des opportunités d'emploi et d'investissements. L'objectif était de proposer à ces compétences d'autres alternatives dans un contexte de crise économique touchant de nombreux pays d'accueil des MRE.

Selon Maâzouz, d'autres alternatives devront être définies pour les autres catégories de MRE. L'idée est de leur proposer des offres d'emploi au Maroc ou de les réorienter vers de nouveaux pays d'immigration. La représentante de la Banque mondiale, Manjula Luthria abonde dans le même sens: «Il faut encourager la mobilité de la main-d'œuvre comme cela a été fait pour promouvoir les flux de capitaux. Car il y a encore des gains à exploiter au niveau du marché de l'emploi», a-t-elle dit. La question de la baisse des transferts des MRE a également été soulevée par les intervenants. Ces derniers ont estimé que le Maroc pourra faire entrer des devises en s'attaquant à l'informel. □

Hajar BENEZHA

*Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com*

## Soutien aux MRE maintenu

**P**ARMI les mesures déployées par le ministère chargé des MRE, figure la mise en place d'un fonds de soutien social au niveau des centres diplomatiques et consulaires au profit des personnes en situation de précarité. Selon les responsables de ce département, ce fonds ne sera pas impacté par les récentes coupes budgétaires. □

n'est pas prêt de céder sur cette question. «Les négociations se poursuivent. Nous voulons revoir l'accords bilatéral que les Hollandais ont enfreint», a-t-il dit. Le ministre a saisi l'occasion pour indiquer que la baisse des pensions familiales ne touche pas que la diaspora marocaine mais aussi les retraités hollandais.

de la fuite des cerveaux. Le ministre de l'Enseignement supérieur, également présent à cette rencontre, a proposé de mettre en place un cadre juridique permettant de faire revenir les compétences marocaines de l'étranger. Pour lui, ce cadre devrait servir de tremplin pour établir des partenariats «gagnant-gagnant». En attendant,